



RENDU EXECUTOIRE LE

2 9 JUIL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



PRÉFECTURE DE LA VIENNE

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

**Arrêté portant autorisation de création du lieu de vie et d'accueil
« La tribu de Chaume »
à Antigny (86310)**

Le Préfet

Le Président du Conseil Départemental

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L.312-1-III, L. 313-1 et suivants, D.316-1 à D. 316-6 ;

Vu le code civil, notamment ses articles 375 à 375-8 ;

Vu l'article L.222-5 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la justice pénale des mineurs et notamment ses articles L 112-2-4° et L 112-14, R 241-3 à R 241-9 ;

Vu le décret n°75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu le projet opérationnel territorial de la protection judiciaire de la jeunesse du Poitou-Charentes en cours ;

Vu le schéma Unique des Solidarités 2020-2024 du Département de la Vienne ;

Vu la demande du 17 mai 2022 et le dossier justificatif présentés par l'association « Les Vies Dansent » en vue d'obtenir l'autorisation de créer un lieu de vie et d'accueil ;

Vu les conclusions du rapport de Monsieur le Directeur territorial de la protection judiciaire de la jeunesse de Poitou-Charentes ;

Vu l'avis du Président du conseil départemental de la Vienne ;

Considérant que le projet répond aux besoins sociaux et médico-sociaux du Département de la Vienne ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs du projet territorial susvisé ;

Considérant les réponses apportées aux besoins quantitatifs et qualitatifs auxquels le projet est censé répondre ;

Considérant que la présente autorisation ne vaut ni habilitation justice ni arrêté portant tarification et qu'il sera exigé du gestionnaire, lors de sa demande d'habilitation quinquennale à recevoir des mineurs confiés par l'autorité judiciaire, qu'il fournisse l'ensemble des documents nécessaires à l'habilitation selon les dispositions de l'article L. 313-10 du code de l'action sociale et des familles et du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 ;

Sur proposition du Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse du Sud-Ouest et du Directeur général des services départementaux,

ARRESENT

Article 1 :

L'association « Les Vies Dansent », sise au lieu-dit « Le Grand Bois Brault », 86160 Champagné-Saint-Hilaire, est autorisée à créer le lieu de vie et d'accueil dénommé « La Tribu de Chaume » sis au lieu-dit « Chaume » 86310 Antigny.

Article 2 : Pour l'accomplissement des missions définies à l'article 3, le lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume », sis au lieu-dit « Chaume » à Antigny (86310) a une capacité théorique d'accueil de 6 places destinées à un public mixte (filles et garçons) et réparties comme suit :

- Quatre mineurs ou jeunes majeurs âgés de 10 à 21 ans et confiés par l'autorité judiciaire au titre de l'assistance éducative (articles 375 à 375-8 du code civil) ;
- Deux mineurs âgés de 13 à 18 ans et confiés par le juge judiciaire au titre de la législation sur l'enfance délinquante (Code de la justice pénale des mineurs).

A aucun moment, la capacité totale occupée ne doit dépasser la capacité totale théorique, soit 6 places.

Article 3 :

Le lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume » assure pour les mineurs et les majeurs qui lui sont confiés les missions suivantes :

- une mission d'éducation, de protection et de surveillance ;
- favoriser leur insertion sociale par un accompagnement continu et quotidien ;
- constituer leur milieu de lieu de vie habituel, étant précisé qu'il constitue également le milieu de vie habituel des permanents dont l'un au moins réside sur le site où il est implanté.

Article 4 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance de la Vienne.

Article 5 :

La présente autorisation est valable sous réserve du résultat d'une visite de conformité organisée dans les conditions prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 :

Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles :

- La présente autorisation est accordée pour une durée de quinze ans ;
- La présente autorisation est caduque si elle n'a pas ouvert au public dans les 3 ans à compter de sa notification ;
- Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement de ce lieu de vie et d'accueil par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance des autorités compétentes (Préfet et Président du conseil départemental).

Article 7 :

Ce lieu de vie est répertorié au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS).

Article 8 :

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne et au recueil des actes administratifs du Département de la Vienne.

Article 9 :

En application des dispositions des articles R.312-1 et R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours administratif gracieux devant le Président du Conseil départemental de la Vienne, autorité signataire ;
- d'un recours administratif gracieux devant le Préfet du département, autorité signataire de cette décision ou d'un recours administratif hiérarchique devant le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers soit par voie postale (Tribunal administratif 15, rue de Blossac BP 541, 86020 Poitiers cedex), soit par l'application internet Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr, soit en se déplaçant à l'accueil de la juridiction.

En cas de recours administratif, le délai de recours contentieux est prorogé.

Article 10 :

Monsieur le Préfet du département de la Vienne, Monsieur le Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse du Sud-Ouest et Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Poitiers

Le 22 JUL. 2022



Le Préfet,
Jean-Marie GIRIER.



Le Président du Conseil Départemental,
Alain PICHON.

